

# Editorial

Abdellatif  
CHAOUITE

La formule « immigration choisie, immigration subie » tient lieu d'étendard d'une bataille des mots et d'une présumée innovation dans leurs usages. Une innovation aux effets déterminants sur une partie de la France qui se sent désormais subie et donc délégitimée : la France de l'immigration, la France de l'asile, la France dite des « banlieues », la France de l'Histoire, en somme la France qui a « choisi » la France.

Le premier de ces effets sur lequel s'attarde ce numéro et qui nourrit et détermine les autres, est ce qu'on pourrait appeler l'effet « bouchon qui saute » dans les usages – autorisés – des mots qui disent l'immigration par les pouvoirs politiques et dans les représentations qu'ils véhiculent. Une levée de tabous a bel et bien eu lieu, laissant refluer des résonances qu'on aurait crues ensevelies avec certaines époques : résonances d'un nationalisme identitaire opposé à l'immigration ; résonances d'une instrumentalisation déculpabilisée de l'immigration ; résonances de descentes policières justifiées par des quotas d'expulsions à assurer ; résonances d'une politique eugénique des plus inquiétantes (tests ADN) ; résonances d'un dédain des droits assurés par des textes et des conventions internationaux (le droit au regroupement familial) ; résonances d'un mépris des sociétés, des cultures et des langues des pays d'origine des immigrés, notamment des Suds, qui réhabilite l'imaginaire de l'indigénat colonial, etc.

Ces usages des mots de l'immigration par les pouvoirs actuels se veulent évidemment ressortir d'une gouvernance *pragmatique*. Ils le sont à n'en pas douter, du moins au sens ancien d'une *pragmatique sanction* qui visait à régler définitivement une affaire : ce sont des mots-actes qui ethnicisent la nation française, violent le droit à la vie familiale et privée, expulsent les étrangers indésirables et maintiennent des Français, rendus tout aussi indésirables, dans la suspicion et l'illégitimité. Au détriment de ce que responsabilité politique veut dire : aider tous les citoyens, de nationalité et de fait, à s'approprier ensemble leurs parts de vérité sociale, historique, économique, culturelle, identitaire, etc.

L'euphémisme, la rhétorique perverse et l'incapacité à « avouer l'histoire » (J. Patočka) qui tiennent lieu des politiques migratoires actuelles ne peuvent cacher la perspective inquiétante qu'ils génèrent et valident : la banalisation du mal (H. Arendt). C'est une machine à rendre la société malade (divisant ses corps, désespérant ses enfants, appauvrissant son tissu social, expulsant ses hôtes, etc.).

Ce numéro voudrait contribuer à la déconstruction nécessaire de ces usages en rendant aux mots qui disent l'immigration leurs capacités à symboliser le « faire société » les uns avec les autres, contre les managements diabolisant les uns en soudoyant quelques « autres ». Il se veut un outil pratique (de réflexion et de pédagogie pratiques) aussi bien contre les illusions que les prédictions créatrices qui gangrènent le vécu et l'imaginaire des rapports sociaux. Face à l'aveuglement de la raison (aveuglement pour lequel la force et le calcul font office de politique) et à ses effets violents sur la société, cette déconstruction est plus qu'indispensable. La diversité, la complémentarité et le croisement des approches, des disciplines et des styles des auteurs qui ont collaboré à ce numéro y contribuent. Ils appellent tous à une distanciation critique comme riposte adéquate au manquement confusionnel qui règne dans les usages actuels des mots de l'immigration.

